Éditorial : été chaud, y compris dans nos montagnes

Autor(en): **Alliaume, Philippe**

Objekttyp: **Preface**

Zeitschrift: **Suisse magazine = Swiss magazine**

Band (Jahr): **- (2009)**

Heft 241-242

PDF erstellt am: **20.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Éditorial

Été chaud, y compris dans nos montagnes

Peut-être afin de rafraîchir l'atmosphère, les politiques extérieure et intérieure de la Suisse ont été l'objet d'un grand brassage d'air cet été. Mais à bien y regarder ce ne sont pas toujours nos conseillers fédéraux qui en sont responsables.

Passons rapidement sur le **congrès annuel de l'Organisation des Suisses de l'étranger** à Lucerne. Les demandes étaient les mêmes que chaque année (plus de moyens d'information, plus de considération pour la Cinquième Suisse, plus d'argent) et toujours pas d'intention de faire élire démocratiquement les *so-called représentants* de la Cinquième Suisse. L'administration fédérale continue sa politique de réductions des crédits y compris ceux affectés aux Suisses de l'étranger, de redéploiement du réseau consulaire hors d'Europe, et de coupes sombres dans ce qui ne semble pas de première utilité. Les politiques, qui préparent une année électorale ont compris que les deux ou trois cents compatriotes qui vont au congrès ne représentent qu'eux-mêmes et que le libéral-radicalisme historique de l'OSE ne satisfait ni l'aile UDC des expatriés ni les effectifs socialistes de plus en plus importants chez les expatriés. Symbole aussi fâcheux que remarquable, contrairement à une très longue tradition, aucun conseiller fédéral n'était présent au congrès. Certes, Lucerne s'honorait de la visite de la chancelière, souvent appelée « huitième conseiller fédéral », mais envoyer le huitième et non le premier ou l'un des sept, montre bien la considération toujours décroissante accordée à l'OSE.

Pendant ce temps-là, **la saga du secret bancaire** continue. Nous essayons de vous en rendre compte au fur et à mesure, mais tout change si vite. Avant-hier, signature de nouvelles conventions, dont celle avec la France. Ce matin, annonces bruyantes de la France qui prétend avoir une liste de noms..., demain, expatriation non plus d'avoirs mais de riches contribuables. Ce que nous essayons de vous apporter, c'est un peu de recul sur ces informations lancées sans contrôle ni explication. ***In fine,* la Suisse n'a rien accepté qui remette en cause ses principes actuels** et ne s'engage que sur la levée unitaire du secret bancaire dans le cadre de soupçons avérés de fraude. Aucune transmission automatique, aucune levée du secret en l'absence de fraude, ni avec les États-Unis, ni avec la France. Il est faux d'écrire que la Suisse s'est engagée sur la transmission de 4 500 dossiers américains. Elle s'est engagée à répondre diligemment sur 4 500 dossiers de fraudeurs américains transmis par le fisc américain. Au risque d'une certaine immodestie, nous vous invitons à constater qu'il se passe exactement ce que nous écrivions il y a respectivement deux mois (en juin pour le 237) et quatre mois (en avril pour le 235), alors qu'à l'époque, tous les médias, y compris les grands médias suisses, américains et français et le président français annonçaient la mort définitive du secret bancaire.

Espérons qu'il en sera de même pour les **relations Suisse-Libye**. Certes, le président de la Confédération, qui n'est, rappelons-le, **pas** le chef de l'État, a pris sur lui d'aller fin août a Canossa, banlieue de Tripoli, capitale d'un régime peu respectable, au nom d'une forme de « Realpolitik ». Mais contrairement à ce qu'on veut bien dire, une très grande partie de ce qu'il a signé, y compris excuses ou regrets, visite sur place du président, et désaveu de la police Genevoise, était **déjà** dans le mémorandum de sortie de crise élaboré par le DFAE en juillet et communiqué par Micheline Calmy-Rey sous le titre *« nous sommes à 2 millimètres d'une sortie de la crise »*. Alors, comment expliquer ce qui se passe ? Outre les pitoyables gesticulations de Jean Ziegler, qui espérait bien tirer bénéfice de l'opération en récupérant les otages en tant qu'invité personnel de Kadhafi aux 40 ans d'un régime qu'il conseille, la recomposition à venir du Conseil fédéral est peut-être l'explication d'une nouvelle perte de collégialité.

Le **départ de Pascal Couchepin,** dont le bilan s'avère finalement plutôt bon, et qui manquera tant aux humoristes, ouvre une nouvelle période de modification des équilibres au gouvernement. Notons tout de même que si nous aurions bien pu avoir une majorité féminine parmi les sept sages, Micheline Calmy-Rey pourrait bien se retrouver la seule romande. À ceux qui parlent de changement d'époque, attention de ne pas s'encoubler dans le Röstigraben.

Pendant ce temps, l'IDHEAP publie une étude qui montre que l'image **de la Suisse à l'étranger est excellente,** tout en soulignant le paradoxe avec les médias suisses qui la décrient à tour de bras noueux. Nous y reviendrons dans un prochain numéro.

Philippe Alliaume

Abonnements : – Par chèque à **Suisse Magazine**, 9 rue Sadi-Carnot, 92170 Vanves, 01 41 08 13 92
– par internet : **abonnements@suissemagazine.com**

Un an 47 euros (étranger 51 euros), deux ans : 84 euros (étranger 90 euros), soutien 70 euros (étranger 100 euros).